

Alternatives Économiques

JANVIER 2026 | N° 466 | 5,90 €

Une nouvelle crise
financière à l'horizon

Le Japon face à l'inflation

Tour de vis pour les
ruptures conventionnelles ?

AU PAYS DE L'HÉRITOCRATIE

Pourquoi la France redevient une société
d'héritiers (et comment y remédier)



L 19241 - 466 - F. 5,90 € - RD



France métropolitaine

ISSN 0247-3739

Belux./Italie/Grece/Esp./Port. (cont.) 6,90 € ■ Allemagne 7,90 € ■ Suisse 10,20 CHF ■ DOM/S 6,90 € ■ Can. 10,99 \$ CAD ■ Tun. 13,20 TND ■ TOM/S 850 XPF ■ Maroc 69 MAD

SOMMAIRE



8

DOSSIER

Au pays de l'héritocratie

Le ruissellement existe bel et bien... Pas des riches vers les pauvres, comme l'affirment les libéraux, mais des riches vers leurs enfants, de génération en génération, créant des dynasties d'héritiers et des inégalités vertigineuses. Comment enrayer cette mécanique, alors que les Français restent très réticents à l'idée de taxer les successions ?

24



46

- 3_ ÉDITORIAL de Christian Chavagneux
- 6_ Courrier

À CHAUD

8_ Finance : la crise qui vient

- 12_ En chiffres • La Question • Près de chez vous • L'Objet • Et ailleurs... • La Bonne nouvelle • Le Graph
- 20_ L'ANALYSE ÉCO Pourquoi l'UE s'entête à signer des accords de libre-échange
- 22_ Y'A DU BOULOT ! de Sandrine Foulon
- 23_ BD Pauvres riches par Besse et la Blanche

ENJEUX

38_ Tour de vis pour les ruptures conventionnelles ?

- 42_ « La précarité administrative rend possible l'exploitation des étrangers », entretien avec Diane Fogelman

44_ DATA La « vélorution » risque de dérailler

46_ Au Japon, le retour de l'inflation bouleverse l'économie

- 50_ Les entreprises françaises lorgnent le Sahara occidental
- 52_ CARTE La faim dans le monde recule, mais les foyers de crise se multiplient

54_ Bientôt un groupe Mulliez ?

- 58_ Shein, Temu : la taxe sur les petits colis ne suffira pas
- 60_ DATAVIZ La précarité énergétique bat des records

62_ Sucre : derrière la douceur, un marché de brutes

- 66_ Certificats d'économie d'énergie : des faux amis de la transition

IDÉES

- 68_ ENTRETIEN avec Lucas Chancel

« La transition énergétique peut être un moment d'émancipation et de justice sociale »

- 72_ MANUEL D'ÉCONOMIE POPULAIRE Adam Smith
- 75_ Opinions
- 80_ HOMMAGE René Passet, un penseur de la globalité
- 82_ Lectures
- 88_ CULTURE La bataille des consignes Amazon
- 90_ HISTOIRE Anita Conti, pionnière de l'écologie marine

AGIR

94_ En Camargue, le sel sur le banc des accusés

- 97_ Agenda
- 98_ PERTES & PROFITS par Enzo

« La précarité administrative rend possible l'exploitation des étrangers »

Dans un récent rapport, l'ONG Amnesty International France donne à entendre « des récits rares » de travailleurs et travailleuses étrangers surreprésentés dans certains secteurs de l'économie française.



Diane Fogelman
Chargée de plaider migrations
à Amnesty International France

Vous avez publié le 5 novembre un rapport intitulé « A la merci d'un papier. Quand l'Etat français fabrique la précarité des travailleur.euses étranger.es ». Quels en sont les principaux enseignements ?

Chaque jour, dans des secteurs essentiels de l'économie française que sont les hôpitaux, la restauration, l'hôtellerie..., des personnes sont victimes d'exploitation de la part de leur employeur et subissent des conditions de travail très attentatoires aux droits humains. On parle de vol de salaires, de conditions de travail dangereuses, de harcèlement, sexuel ou moral.

Cette situation n'est pas le fruit du hasard. Elle est entretenue par la politique de l'Etat français qui délivre beaucoup de titres de séjour pour le travail de courte durée, de quelques mois, un an, deux ans... Il y a aujourd'hui plus de 30 motifs de délivrance de titre de séjour, toutes catégories confondues, que ce soit pour la famille, le travail, les études ou le refuge.

Or, un titre de courte durée implique l'obligation de passer parfois des mois en amont à préparer un futur renouvellement. C'est une vie passée dans l'administratif. Cela impose de se maintenir dans un emploi qui peut être un lieu

d'exploitation, puisque pour obtenir un titre de séjour, il faut être en emploi. Il arrive que des cartes soient délivrées avec un tel retard qu'elles sont expirées avant d'être reçues.

Cette précarité administrative génère des ruptures de droits. Et elle enferme les personnes dans des emplois où elles peuvent être exploitées et maltraitées. Un tel fonctionnement pèse particulièrement sur les personnes racisées du Sud global, les femmes notamment.

Nous décrivons cette mécanique de fabrique des personnes sans papiers, dont il faut bien voir qu'elle concerne aussi des femmes et des hommes qui ont des titres de séjour et peuvent tomber dans l'irrégularité. Les trajectoires des personnes en migration face à l'administration ne sont pas linéaires.

Cette situation n'est pas nouvelle. S'est-elle aggravée ces dernières années ?

On ne peut pas dire qu'il y a eu un âge d'or du titre de séjour. Il y a cependant une dégradation qui s'accroît ces dernières années. Pendant que l'accès à une carte stable se durcit, les nouveaux textes démultiplient les catégories de cartes de

Attente devant la préfecture de Nanterre (92) pour l'obtention de titres de séjour, le 2 octobre 2017. Amnesty International dénonce l'organisation par l'Etat de la précarité des travailleurs étrangers.
© STEPHANE LAGOUTTE - MYOP





séjour courtes. On constate une surenchère législative pour restreindre l'accès à la carte de résident, de dix ans.

L'élévation des conditions du niveau attendu en langue française en est un bon exemple. C'est l'un des critères qui bloquent la possibilité d'accéder à la stabilité, avec un titre pluriannuel, y compris pour des personnes qui vivent en France depuis longtemps. Les titres temporaires les enferment dans ce cycle d'instabilité.

La dématérialisation constitue un frein supplémentaire. Il est aujourd'hui quasiment impossible d'entrer dans une préfecture sans rendez-vous. Or, les créneaux sont rares, il y a un marché noir, et les personnes se trouvent empêchées de remplir les démarches de renouvellement.

Que faudrait-il faire pour remédier à ce problème ?

Il est urgent de simplifier la situation actuelle. Ce serait dans l'intérêt de tout le monde (employeurs, personnes étrangères, administration). Cela voudrait dire opter immédiatement pour la délivrance d'un titre pluriannuel de quatre ans au moins. Et proposer un titre unique pour le travail.

■ **Propos recueillis par Céline Mouzon**